

# L'Appel suite au Contre-G7 à Hendaye-Irun

mercredi 28 août 2019

**Les plateformes Alternatives G7 et G7 EZ ! qui ont organisé le contre Sommet G7 se félicitent du succès de cette initiative montrant qu'il est possible "de résister au système capitaliste qui scie la branche sur laquelle l'Humanité est assise".**

**Elles publient également un communiqué pour démentir des informations parues dans le Canard Enchaîné du 28 août.**

Sommaire de cet article

- [Manifeste des organisations des plateformes Alternatives G7 et G7 EZ ! à l'occasion de la \(...\)](#)
- [Article du Canard Enchaîné sur le G7 : démenti des deux plateformes « Alternatives G7 » et « G7 EZ \(...\)](#)

## **Manifeste des organisations des plateformes Alternatives G7 et G7 EZ ! à l'occasion de la clôture du contre-sommet à Hendaye et Irun**

Le contre-G7 d'Hendaye et Irun a rassemblé des milliers de participant.e.s et permis d'organiser des centaines d'activités, de faire vivre un camp alternatif et de multiplier les actions et manifestations de rue.

Nous nous mobilisons face à un G7 divisé et dont il ne sortira rien. Il reste, malgré ses beaux discours sur la réduction des inégalités, le symbole de politiques néolibérales et autoritaires. Il porte des politiques qui ont creusé les inégalités sociales, renforcé les divisions et les dominations dues au racisme et au patriarcat, organisé l'industrialisation de l'agriculture, nourri l'industrie de l'armement, accéléré les crises environnementales, les dérèglements climatiques et la chute de la biodiversité. Il colonise des continents et pille leurs ressources naturelles. Il lève des murailles et empêche la libre circulation des personnes les plus pauvres.

Dans les années 1990, les institutions internationales et le G7 avaient promis que la mondialisation néolibérale allait permettre le triomphe de la "démocratie de marché", le développement des pays et la réduction des inégalités. Toutes ces promesses se sont fracassées sur les crises majeures du système, la montée de l'autoritarisme sur tous les continents et l'explosion des inégalités et de la précarité, qui touche en priorité les femmes. Et il n'est resté qu'une vérité crue : ce système à la prétention de transformer toutes les réalités du monde, qu'elles soient humaines ou naturelles, en marchandises à la merci de marchés financiers avides de profits ; d'offrir aux multinationales un marché-monde pour leurs produits uniformisés ; et de proposer comme seules aspirations et rêves aux populations du monde entier une consommation sans limite de ces marchandises. Tout cela en multipliant leurs profits au détriment de travailleur.se.s eux-aussi réduit.e.s en marchandise jetable et précarisée.

Avec ce contre-G7 nous voulons démontrer qu'il est possible de résister au système capitaliste qui scie la branche sur laquelle l'Humanité est assise. A l'inverse de la mondialisation néolibérale, il est possible de développer des alternatives en partant des territoires et des collectifs humains qui priorisent la collaboration à la compétition, les biens communs et les droits humains aux profits privés, la garantie d'un logement digne pour toutes et tous à la spéculation, l'égalité et la diversité à la réussite individuelle et à l'uniformisation culturelle. Ici au Pays Basque, comme dans beaucoup d'autres endroits du monde, se construisent des relations différentes, d'autres systèmes fondés sur la coopération, les circuits courts, des relations entre humains et nature respectueuses et une démocratie réelle.

Il ne s'agit pas d'idéaliser des réalités qui sont contradictoires, mais de comprendre que remettre les pieds sur nos territoires et développer des coopérations multiples permettent de mieux répondre aux défis

auxquels nous faisons face. Oppression des femmes, drame et chasse des migrant.e.s, dérèglements climatiques, industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation, extinction de la biodiversité, détricotage du droit du travail, recul des libertés publiques, démantèlement des États providence... tout ceci nous appelle à renforcer les luttes et les solidarités aux niveaux local, national, étatique, continental et mondial.

Nos alternatives, qui mettent en oeuvre les valeurs de démocratie, de solidarité et d'égalité entre les femmes et les hommes, sont incompatibles avec le développement du capitalisme néolibéral qui s'appuie sur les États dominants et défend les intérêts des marchés financiers et des multinationales par la multiplication d'accords de libre-échange destructeurs, la privatisation des services publics et des biens communs.... Aujourd'hui, toute forme de contestation de ce système se traduit par des répressions policières et des restrictions aux libertés publiques de plus en plus importantes et la banalisation des interventions militaires.

Nos alternatives construisent des territoires plus solidaires, plus résilients face aux crises majeures et à l'effondrement à venir, et mieux armés contre la marchandisation de nos sociétés et de nos vies, la délocalisation et la mise en compétition des peuples et des individus, la destruction de la nature et des cultures populaires.

Elles permettent également aux citoyen.ne.s, et en particulier aux plus précaires, de se réapproprier l'exercice de la démocratie, de renouer avec l'engagement politique, de reprendre conscience de leur pouvoir de peser sur le cours des choses, comme nous l'avons vu avec le mouvement des Gilets Jaunes, les mobilisations féministes et les marches pour le climat. Ceci implique de reconnaître le droit à l'expérimentation et à l'autodétermination sur les terrains politiques, économiques, alimentaires, énergétiques et culturels. Nous sommes à ce titre solidaires des mobilisations actuelles des citoyen.ne.s en Algérie, à Hong Kong, en Catalogne, en Palestine, au Soudan et ailleurs.

L'accélération et l'aggravation des dégâts sociaux, écologiques et démocratiques causés à l'échelle planétaire par l'offensive néolibérale, comme nous le voyons aujourd'hui en Amazonie, rend urgente la mise en place d'alliances et de stratégies permettant d'inverser au plus vite le cours des choses. Ce contre-G7 est une étape importante pour la construction de ces alliances nécessaires entre mouvements sociaux, environnementaux, syndicaux, féministes, politiques. Une étape pour les constructions d'alliances sur des terrains spécifiques, mais aussi pour des alliances de plus large portée, d'alliances globales qui pourront être décisives pour les actions à venir.

**Les plateformes Alternatives G7 et G7 EZ !**

**Article du Canard Enchaîné sur le G7 : démenti des deux plateformes « Alternatives G7 » et « G7 EZ ! »**

**Communiqué des plateformes « Alternatives G7 » et « G7 EZ ! », organisatrices du contre-sommet du G7, suite à la parution d'un article du Canard Enchaîné, daté du mercredi 28 août 2019.**

À aucun moment les plateformes n'ont eu de « discrètes négociations avec Laurent Nunez ».

Nous démentons fermement l'information du Canard Enchaîné selon laquelle, "En échange d'une annulation des sept rassemblements de désobéissance civile, les responsables des deux groupes d'activistes locaux ont eu l'autorisation officieuse de défiler le dimanche dans Bayonne, lors de la marche dite "des portraits".

Nous avons eu des contacts avec les autorités, notamment avec les sous-préfets et la mairie d'Hendaye parce qu'il a fallu exiger de manière répétée aux autorités préfectorales que les forces policières reculent : à plusieurs reprises elles se sont postées à l'entrée du camp, engendrant des tensions supplémentaires destinées à saboter le consensus d'action porté sur le camp et à justifier une répression toujours plus

intense.

Nous avons pourtant été clairs dès le dimanche 25 à midi devant un grand nombre de journalistes, lors d'une conférence de presse. Cette action a été annulée pour deux raisons :

- L'arrestation vers 3h du matin d'une personne clé pour la mise en place dans de bonnes conditions du mur populaire du 25. Une action mal maîtrisée aurait certainement eu pour conséquences l'arrestation de nombreuses personnes et aurait affaibli considérablement les forces vives sur le camp.
- Un climat de tensions et de provocations par les forces de police qui s'était amplifié. Nous avons réussi à éviter l'invasion du camp par les forces de l'ordre. Un scénario qui s'était déroulé à Gênes en 2001 et que nous voulions éviter à tout prix. Dans ce cadre nous ne souhaitons pas mener de front l'encadrement des actions du 25 et assurer la sécurité du campement, où résidaient par ailleurs des familles avec des enfants en bas âge, des personnes âgées ou handicapées. Nous avons choisi de garder nos forces sur le camp pour le protéger jusqu'au bout.

Nous dénonçons que différents secteurs puissent apparemment alimenter les dissensions entre militants et les fausses rumeurs sur les organisateurs du contre-sommet. Il semble qu'une campagne est menée pour ternir l'image d'un contre-sommet qui lui, pour sa part, a réussi à faire converger une centaine de mouvements sociaux basques et hexagonaux autour de la défense et de la construction commune d'alternatives sociales, écologiques et politiques. Cette manœuvre n'a d'autre but que de diviser le front qui se dessine avant une rentrée sociale qui s'annonce chargée. Nous ne tomberons pas dans le panneau.

Enfin, nous déplorons plus d'une centaine d'interpellations préventives et des gardes à vues injustifiées dont trois observatrices de la LDH, des militant·e·s de nos associations et des journalistes. Nous comptons aussi des dizaines de blessés. Trois personnes de nationalité allemande ont été interpellées dans des conditions toutes aussi douteuses et condamnées en comparution immédiate respectivement à 3 mois et 2 mois de prison ferme sur le fondement de l'infraction de groupement en vue de commettre des violences alors qu'ils étaient dans leur véhicule lors de l'interpellation. Ils sont actuellement en détention.